

## La FTQ : Bâtir le bien commun

**FTQ** C'est au nom de ses membres — c'est-à-dire de plus d'un demi-million de travailleuses et de travailleurs qui sont aussi des citoyennes et des citoyens — que la FTQ entend interpeller les différents partis en lice sur 6 thèmes qui leur sont chers : les relations de travail, la santé, l'éducation, la famille, les finances publiques et le rôle général de l'État. Pour ce faire, la FTQ a publié une plate-forme qui expose plus complètement ses positions, et c'est sur cette plate-forme que les différents partis seront appelés à se prononcer pendant la campagne électorale.

La FTQ a également publié une série de fiches sur chacun de ces thèmes, qui visent à faire le point sur des enjeux qui nous apparaissent fondamentaux.

Ce dépliant présente quant à lui les priorités de la FTQ pour chacun de ces thèmes et ne dispose donc pas de l'ensemble de ses positions.

### Rôle capital des syndicats

Mais avant de vous présenter ces priorités, il nous apparaît important de rappeler le rôle capital qu'ont joué les organisations syndicales et leurs membres dans le développement de la société québécoise. Il suffit de nous reporter aux années 1930 pour nous rendre compte que ce qui régnait alors, c'était la loi de la jungle et du plus fort, l'arbitraire, le favoritisme, l'injustice et l'inégalité. Il aura fallu de longues batailles pour réussir à donner à la société québécoise des services de santé et d'éducation publics, accessibles et de qualité, un système humanisé de sécurité sociale, un régime de relations de travail civilisé, les bases d'une bonne politique familiale, et pour faire de l'État un acteur essentiel dans la vie économique et sociale.

Nous ne disons pas que tout le travail a été fait et qu'il n'y a plus place à amélioration. Des lacunes subsistent et il faut les combler. Mais nous croyons qu'il s'agit là de biens communs précieux, qu'il s'agit maintenant de préserver en les adaptant à une réalité économique et sociale qui continue à évoluer.

Quand on regarde l'ampleur des diverses promesses des partis en présence, quels qu'ils soient, nous ne pouvons que douter de la capacité du prochain gouvernement de faire honneur à ces promesses et de rendre disponibles les ressources financières, matérielles et humaines nécessaires.

C'est dans ce contexte, croyons-nous, qu'il convient maintenant d'apprécier les positions des différents partis sur chacun des thèmes. Voici les priorités de la FTQ.

### RELATIONS DE TRAVAIL

- Maintien de la nouvelle Commission des relations du travail et encadrement législatif intégral des relations de travail, eu égard particulièrement à l'article 45 sur la sous-traitance.
- Accès général à la syndicalisation, réactivation et maintien des décrets de conventions collectives.
- Maintien de la réglementation dans le secteur de la construction.
- Loi facilitant l'organisation des travailleurs et des travailleuses autonomes.

### SANTÉ

- Défense inconditionnelle du régime public de santé et financement adéquat des soins à dispenser dans toutes les régions du Québec, indépendamment du revenu et du rang social.
- Engagement contre une privatisation accrue et un financement privé de notre système de santé.
- Élaboration d'une véritable politique de la main-d'œuvre visant l'ensemble du système de santé.

### ÉDUCATION

- Financement adéquat du système public d'éducation; refus d'un système fondé sur les «bons d'éducation».
- Politique d'accessibilité accrue : lutte au décrochage scolaire, aide aux parents les plus démunis, maintien du gel des frais de scolarité au niveau universitaire et de la gratuité au collégial.
- Programme global de développement de la main-d'œuvre fondé sur la formation professionnelle et la formation continue.

Suite à l'endos

## L'ADQ : Retour vers le passé



L'ADQ promet un vent de changement. Sous le couvert de faire les choses «autrement» et sur la base d'une vision soi-disant renouvelée, son discours cache souvent les véritables intentions. Chez nos voisins Ontariens, ce vent s'est transformé en véritable tornade avec la «révolution du bon sens» de Mike Harris — un modèle pour l'ADQ — qui, une fois élu, s'est attelé au démantèlement des soins de santé et des services publics, ainsi qu'à des privatisations comme celle d'Hydro-Ontario, qui s'est révélée tout à fait impraticable, étant donné une estimation de hausse des coûts de l'ordre de 300 %. Même la surveillance publique de l'eau potable y est passée... les gens de Walkerton s'en souviennent amèrement.

Est-il besoin de revenir sur les changements annoncés il y a 20 ans par les Thatcher, Reagan et Cie ? Ces stars montantes de l'opposition ont cru devoir faire table rase des acquis sociaux de leurs populations au nom du changement, en se présentant frauduleusement comme des champions de la liberté individuelle — celle-

ci ne signifiant à leurs yeux que la liberté économique — et en dénonçant «l'égalitarisme» de l'État-providence comme une atteinte à cette liberté.

### Tel un caméléon...

Dans les dernières semaines, au gré des sondages et de l'humeur publique, nous avons vu l'ADQ, tel un caméléon, adapter son langage et ses promesses au goût du jour. Malgré ces artifices, cela ne change rien à la trame de fond anti-syndicale et anti-travailleurs qui alimente l'idéologie de ce parti. Mario Dumont a promis à plusieurs reprises que s'il devenait Premier ministre, il mettrait au pas les syndicats et leurs membres.

Le Québec que l'on connaît et que nous avons contribué à bâtir, nous devons sans cesse l'améliorer. C'est dans cette perspective que l'actuel gouvernement vient d'adopter une *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Or personne, dans l'ADQ, n'a trouvé important de déposer un mémoire sur cette importante question, ni de participer aux travaux de la Commission parlementaire. Cela en dit long sur les priorités de l'ADQ ...

Pour ce parti, tout ce qui importe, c'est de remettre l'avenir du Québec entre les mains du secteur privé, dont les succès ne dépendent que des taux de profit. En témoigne l'essentiel des positions présentées ci-dessous.

### RELATIONS DE TRAVAIL

- Révision en profondeur du Code du travail et sous-traitance tous azimuts.
- Abolition du monopole de la représentation syndicale et adhésion individuelle au syndicat de son choix.
- Désyndicalisation du secteur de la construction.
- Modification des règles de relations de travail et assouplissement des conventions collectives pour accroître la polyvalence et la mobilité et pour affaiblir le principe de l'ancienneté.

### SANTÉ

- Privatisation accrue des soins de santé : «contribution du client», «bons de santé» équivalant aux subventions publiques octroyées aux individus qui en disposent à leur discrétion.
- Substitution des cliniques privées aux CLSC comme services de première ligne.
- Décentralisation des moyens financiers et des effectifs du ministère vers les régions.

### ÉDUCATION

- Régime de «bons d'étude» permettant à chaque parent d'inscrire son enfant à l'école de son choix, privée ou publique, de son quartier ou ailleurs.
- Hausse des frais de scolarité au niveau universitaire.
- Diminution du nombre d'employés du ministère de l'Éducation.

Suite à l'endos





Le PLQ : Moins d'État, chacun pour soi

Personne ne saurait nier le rôle qu'a joué historiquement le PLQ, poussé par un puissant mouvement social, dans la mise sur pied de nos principaux programmes sociaux, à l'époque de la Révolution tranquille : régime public de santé et d'assurance médicament, réseau public d'éducation, refonte du Code du travail, etc. Bien que, à la FTQ, nous ayons croisé le fer à plusieurs reprises avec le gouvernement du Parti libéral, nous ne pouvons aujourd'hui assimiler son programme à celui de l'ADQ et nous ne croyons pas qu'il jette comme lui «le bébé avec l'eau du bain».

Toutefois, la teneur de certains propos nous inquiète. Constatant par la voix de son chef à quel point, «ailleurs au Canada, dans quelques États américains et dans des pays d'Europe ... on nous enviait nos réalisations», le Parti libéral n'en invite pas moins les citoyens à «réinventer le Québec». L'essentiel de cette réinvention tourne pour le PLQ autour du «moins d'État».

La réussite de la société, nous dit le PLQ, se mesurera à la réussite de ses citoyens, de ses artistes, de ses entrepreneurs, de ses enseignants, de ses médecins, etc. Nous pourrions suivre le PLQ sur ce terrain, s'il ne décriait du même souffle le rôle essentiel que joue l'État au Québec en le caricaturant ainsi : «Le 20<sup>e</sup> siècle a été celui de l'essor des sociétés et des gouvernements. Le 21<sup>e</sup>

sera celui de l'épanouissement des personnes. (...) L'État tentaculaire et obèse qui se substitue à l'entreprise, aux banques, à l'initiative individuelle, c'est terminé.» (Jean Charest, 11 août 2002).

La loi de la jungle

Au-delà de la réussite individuelle, le succès d'une société se mesure aussi à sa réussite collective. Sans État qui veille au grain, sans mesures qui garantissent l'égalité des chances, c'est le règne de la loi de la jungle et du plus fort qui s'installe.

À elle seule, la proposition du PLQ de créer un «palmarès» des écoles s'inscrit d'emblée dans cette logique de valorisation de l'inégalité : au premier rang, les écoles privées que les riches

peuvent se payer et au dernier, les écoles des quartiers plus défavorisés que les plus démunis n'ont pas le choix de fréquenter. Voici les autres «promesses» du PLQ.

RELATIONS DE TRAVAIL

- Élimination des obstacles à la sous-traitance et révision du Code du travail.
- Assouplissement des lois du travail pour permettre plus de flexibilité dans les milieux de travail.
- Restauration de mécanismes permettant de freiner le processus d'accréditation, abolis lors de la dernière réforme du Code du travail.

SANTÉ

- Augmentation des dépenses de santé de 6,23 milliards de dollars sur 6 ans.
- Recours aux cliniques privées et spécialisées pour diminuer les listes d'attente.
- Élimination des régies régionales et création d'un seul réseau intégré (cliniques médicales, hôpitaux, centres jeunesse, centres de réadaptation, CHSLD et centres de santé) avec décentralisation et régionalisation des services et diminution du nombre d'accréditations.

ÉDUCATION

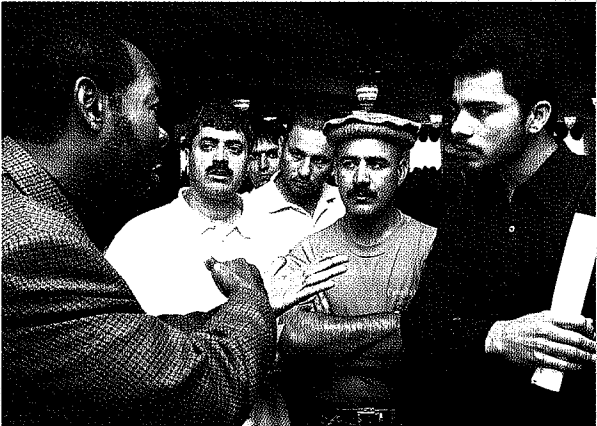
- Augmentation des dépenses d'éducation de 1,65 milliard de dollars sur 6 ans.
- Production d'un palmarès des écoles et création d'un ordre professionnel des enseignants.
- Lutte au décrochage scolaire avec augmentation du personnel d'encadrement et aide aux devoirs des élèves dans les écoles publiques. Augmentation des budgets et du nombre de professeurs réguliers dans les universités et gel des frais de scolarité.

Suite à l'endos

Le PQ : Des gains sociaux... inachevés

À l'occasion du dernier Conseil consultatif de la FTQ, le 31 octobre dernier, plus de 300 personnes ont discuté des enjeux des prochaines élections au Québec.

Certes, une bonne partie du débat a porté sur les projets néfastes de l'ADQ en matière de relations de travail, sur ses attaques antisyndicales, sur ses visées de privatisations dans la santé et l'éducation et sur sa volonté de réduire l'État à sa plus simple expression.



Mais une autre partie des discussions a également permis de tracer un bref bilan de l'actuel gouvernement du Parti québécois.

D'emblée, plusieurs participantes et participants ont noté les gains que les organisations syndicales et les principaux groupes sociaux ont remportés depuis la dernière élection, en 1998 : modernisation du Code du travail, règlements dans le secteur de la machinerie de production, reconnaissance des droits des travailleurs du taxi et des camionneurs indépendants, Loi sur l'équité salariale, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, bonifications de la Loi sur les normes du travail.

D'autres ont souligné les efforts accomplis pour mettre en place une politique familiale cohérente (garderies à 5 \$, projet de régime québécois d'assurance parentale, dispositions relatives à la conciliation travail/famille, etc.). D'autres, enfin, ont rappelé la bonne performance du gouvernement péquiste dans la création d'emplois : plus de 130 000 nouveaux emplois depuis janvier 2002 et baisse du taux de chômage à des niveaux records depuis les 50 dernières années.

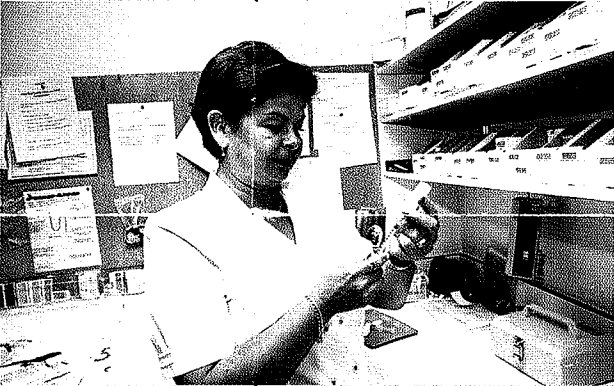
Pas de complaisance

Mais c'est sans ménagement et surtout sans complaisance que les participantes et participants ont fait part de leurs inquiétudes, voire de leurs malaises, face à certaines actions gouvernementales : le sort réservé à la population de Murdochville, les ratés de la Commission sur l'équité salariale, les coupures draconiennes dans la santé et l'éducation, l'abolition des décrets dans le vêtement, la situation dans la foresterie, la non application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail dans tous les secteurs.

À partir de diverses déclarations publiques, voici, en gros, ce qui se dégage des intentions à venir du Parti québécois.

RELATIONS DE TRAVAIL

- Respect de la nouvelle Commission des relations du travail.
- Poursuite du travail de concertation avec les syndicats dans un souci d'équilibre entre les droits des travailleurs et ceux des employeurs.
- Bonifications aux normes du travail et révision périodique du salaire minimum.



SANTÉ

- Maintien du système de santé public, tout en assurant un financement adéquat par la création, entre autres, d'une caisse santé.
- Ouverture à un plus grand «partenariat» public/privé dans l'offre de services.
- Assurer une bonne performance des services publics en misant

sur la formation et le recrutement de personnel de soins qualifié, et en misant sur une meilleure répartition des effectifs et des ressources dans toutes les régions du Québec.

ÉDUCATION

- Maintien du régime public d'éducation à tous les niveaux et en région.
- Rétenion d'un plus grand nombre de jeunes : lutte au décrochage scolaire en faisant de l'école un véritable milieu de vie et maintien du gel des frais de scolarité au niveau universitaire.
- Rapatriement au Québec de tout le secteur de la formation et du développement de la main-d'œuvre, en concertation avec la Commission des Partenaires, Emploi-Québec et le ministère de l'Éducation.

Suite à l'endos



# Changer pour changer ?

Les élections s'en viennent d'ici peu et comme citoyens et citoyennes du Québec, nous serons appelés à voter.

Au cours des trente dernières années, il y a toujours eu deux partis en présence, le Parti libéral du Québec et le Parti québécois.

Cette fois-ci, un nouveau venu est apparu : l'Action démocratique du Québec. Avec cette apparition, nous croyons, à la FTQ, qu'un danger se profile à l'horizon.

Beaucoup de personnes qui, pour des raisons diverses, ont été déçues des positions et des politiques avancées par le PQ et le PLQ, croient voir dans le nouveau parti la réponse à leurs espoirs de changement. Beaucoup, d'ailleurs, sont attirés par le seul fait que «ça serait DU changement», c'est-à-dire le changement pour le changement.

## Le devoir d'informer

La FTQ estime qu'il est de sa responsabilité d'informer ses membres des énormes risques que représente cette apparence de solution, «changer pour changer», à la lumière, surtout, des idées véhiculées par l'ADQ.

Il est très difficile d'apprécier parfaitement le programme de l'ADQ, parce que, précisément, l'une de ses particularités, c'est de changer de position au gré des circonstances et, de plus en plus ces derniers jours, l'ADQ semble s'adapter également aux idées des personnalités qu'elle recrute à droite et à gauche. Tant et si bien que l'ADQ se présente maintenant, pour les besoins de la cause, comme une coalition de personnes en quête de simple changement.

**«La seule approche qui peut nous permettre de redresser les finances publiques et de sortir des problèmes qu'on a, c'est l'approche de Mike Harris en Ontario.»**

Mario Dumont, 19 octobre 1996

**«Sur le fond, nous ne reculerons pas.»**

Mario Dumont, 5 octobre 2002

Quoi qu'il en soit, et bien que son programme ne soit écrit nulle part pour l'instant, assez de choses ont été dites et contredites pour qu'on puisse mesurer ce que ce parti a dans les veines, et ce que pourraient être les conséquences de son élection sur nos conditions de vie et de travail et sur la société québécoise en général. Les récentes déclarations de son chef, prononcées sur un ton d'hystérie lors du congrès de février de l'aile jeunesse du parti, ne laissent aucun doute : elles constituent une virulente attaque contre les syndicats et le monde du travail.

C'est donc à partir des données disponibles et des tendances annoncées au moment d'écrire ces lignes que nous traçons un bref portrait des positions déjà exprimées par les différents partis, en regard des priorités qui sont les nôtres.



## FAMILLE

- Politique de conciliation travail/famille tenant compte des obligations familiales et des contraintes du travail (horaires flexibles, emplois atypiques, etc.), comprenant des mesures incitatives pour les employeurs.
- D'ici la mise en place de la loi sur l'assurance parentale, mesures transitoires couvrant les nouveaux parents exclus du régime fédéral.
- Comblement des places manquantes dans les garderies à 5 \$ et offre de services publics de garde et de gardiennage flexibles (soirs, nuits, fins de semaine et à temps partiel).

## FINANCES PUBLIQUES

- Régime fiscal progressif visant une amélioration de la redistribution de la richesse collective.
- Arrimage de la politique fiscale et du plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Allègement graduel du fardeau fiscal des particuliers sans compromettre l'existence de nos services sociaux.

## RÔLE DE L'ÉTAT

- Politique de plein emploi axée sur la création d'emplois de qualité et protection de l'emploi en cas de licenciement collectif ou de fermeture d'usine.
- Soutien à l'implantation d'entreprises oeuvrant à la 2<sup>e</sup> et à la 3<sup>e</sup> transformation de matières premières dans les régions ressources (aluminium, bois, etc.).
- Renforcement général de l'État comme défenseur des droits et d'une société juste, équitable et démocratique et comme acteur essentiel au bon fonctionnement économique et social.



## FAMILLE

- Versement d'un montant non imposable de 1 000 \$ par enfant (naissance ou adoption) et réduction de la dette étudiante de 25 % à chaque naissance ou adoption.
- Congé parental supplémentaire de 12 mois sans solde et 5 jours payés pour responsabilités parentales.
- «Bons de garde» accordés aux parents, à utiliser à leur discrétion.

## FINANCES PUBLIQUES

- Abolition de certains abris fiscaux et adoption d'une «Charte des droits et responsabilités des contribuables».
- Gel des budgets de la santé et des services sociaux ... et ...
- ... remboursement prioritaire de la dette québécoise.

## RÔLE DE L'ÉTAT

- Modification des lois du travail pour en finir avec les «rigidités actuelles» qui nuiraient à la création d'emplois.
- Création de gouvernements régionaux dont le fonctionnement serait laissé à la discrétion des citoyens de chaque région.
- Réduction de la taille et du rôle de l'État dans la vie économique et sociale.



## FAMILLE

- Révision de la fiscalité et réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers pour les familles à faible et moyen revenu avec enfants à charge.
- Développement de nouvelles places en garderie, incluant les garderies en milieu familial et les garderies privées sur la base de «bons de garde».
- Élargissement de la notion de noyau familial.

## FINANCES PUBLIQUES

- Diminution des impôts de 27 % sur 5 ans : un milliard de dollars par année.
- Maintien du déficit zéro, révision des postes de dépenses et réduction du taux de l'endettement public.
- Abolition de la taxe générale sur le capital des PME et réduction des taxes sur la masse salariale.

## RÔLE DE L'ÉTAT

- Renforcement du partenariat public-privé comme levier de développement économique.
- Décentralisation des pouvoirs, notamment vers les écoles, les hôpitaux et autres organismes ainsi que vers les élus locaux.
- Réduction du nombre de ministères, d'organismes et de sociétés d'État et mise en place du gouvernement «en ligne» à haute vitesse, le «cyber-gouvernement».



## FAMILLE

- Réduction de la semaine de travail de 5 à 4 jours, pour les parents qui voudraient se prévaloir d'un congé hebdomadaire supplémentaire, sans solde.
- Augmentation du nombre minimal de semaines de congés payés au Québec de 2 à 3 semaines.
- Accroissement du nombre de places dans les garderies à 5 \$.

## FINANCES PUBLIQUES

- Maintien du régime fiscal progressif d'impôt.
- Maintien du déficit-zéro et plan de remboursement de la dette québécoise.
- Allègement du fardeau fiscal des particuliers et diminution (ou abolition) de la taxe sur le capital.

## RÔLE DE L'ÉTAT

- Politique de plein emploi tenant compte des nouvelles réalités du marché du travail et visant à assurer le maintien et la création d'emplois de qualité.
- Rôle actif de l'État dans le développement économique et régional du Québec, axé sur la recherche et le développement
- Plan national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.



# Pour un choix éclairé

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100  
Montréal (Québec) H2M 2W3  
Tél. (514) 333-2000